



HAL
open science

L'émergence du salafisme politique

Thomas Pierret

► **To cite this version:**

Thomas Pierret. L'émergence du salafisme politique. Burgat, François; Rey, Matthieu. D'al-Afghani à al-Baghdadi : histoire de la mobilisation islamiste, La Découverte, 2022. hal-03094914

HAL Id: hal-03094914

<https://hal.science/hal-03094914>

Submitted on 3 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'émergence du salafisme politique

Thomas Pierret, Aix Marseille Université, CNRS, IREMAM, Aix-en-Provence, France

Publié dans François Burgat et Matthieu Rey (dir.), *D'al-Afghani à al-Baghdadi : histoire de la mobilisation islamiste* (La Découverte, 2021).

La notion de salafisme désigne, depuis les années 1920, une doctrine religieuse associant une posture théologique, à savoir l'appréhension littéraliste des attributs divins prônée par Ibn Hanbal, et une méthodologie qui, en matière de *fiqh* (jurisprudence), affirme la supériorité du retour au hadith sur l'imitation (*taqlid*) des quatre écoles établies (*madhhab*).¹ Ce contenu doctrinal est dénué d'implications univoques vis-à-vis des affaires du monde, si bien qu'il n'existe pas de contradiction intrinsèque entre l'adhésion aux doctrines salafistes et l'engagement politique. Les premiers salafistes, au sens que nous donnons plus haut à ce terme, sont d'ailleurs intensément versés dans les questions politiques, quand ils n'en sont pas eux-mêmes les acteurs : c'est notamment le cas des Syriens Rashid Rida (1865-1935) et Muhibb al-Din al-Khatib (1886-1969), pionniers du panarabisme, ou du nationaliste marocain 'Alal al-Fassi (1910-1974). De même, au milieu du XX^e siècle, il n'y a pas nécessairement lieu d'opposer salafistes et Frères Musulmans : en Syrie, par exemple, le chapitre local de cette dernière organisation, établi en 1946, se divise entre une aile salafiste basée à Damas et des branches traditionalistes voire soufies dans les villes du Nord, Hama et Alep.²

Si le salafisme *actuel* entretient une relation problématique avec l'engagement politique, ce n'est donc pas en raison de ses fondements doctrinaux mais plutôt parce que l'histoire récente a voulu que la mouvance salafiste (mise à part son aile jihadiste, qui échappe ici à notre propos) se trouve dominée par des courants d'orientation quiétiste. Le premier de ces courants est le wahhabisme, qui s'est graduellement confondu avec le salafisme durant la seconde moitié du 20^e siècle parce qu'il a embrassé sa méthodologie juridique (il était jusqu'alors fidèle au seul *madhhab* hanbalite) tout en mettant à son service la puissance financière de l'État saoudien.³ Pilier idéologique de ce dernier depuis la création de l'Émirat de Diriyah en 1744, le wahhabisme a de ce fait développé une posture profondément loyaliste vis-à-vis du pouvoir politique, en sus d'une vision unitaire du social, partagée d'ailleurs par d'autres traditions islamiques prémodernes, qui induit un rejet du factionnalisme partisan (*tahazzub*).⁴

¹ Henry Lauzière. The construction of *Salafiyya*: Reconsidering Salafism from the perspective of conceptual history. *International Journal of Middle East Studies* 42, 2010: 369-389.

² Arnaud Lenfant (alias Thomas Pierret). Les transformations du salafisme syrien au XX^e siècle. In Bernard Rougier (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme ?* (PUF, 2008) : 161-178.

³ Stéphane Lacroix. L'apport de Muhammad Nasir al-Din al-Albani au salafisme contemporain. In Bernard Rougier (dir.), *Qu'est-ce que le salafisme ?* (PUF, 2008) : 45-64.

⁴ Nabil Mouline. *Les Clercs de l'islam. Autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie Saoudite (XVIII^e-XXI^e siècles)* (PUF, 2011).

Quant au courant dit « néo-Ahl al-Hadith », qui a inspiré au wahhabisme son regain d'intérêt pour la tradition prophétique, il a eu pour figure tutélaire le syrien Nasir al-Din al-Albani (1914-1999), lequel considérait que « la bonne politique est d'abandonner la politique ». Évoluant à l'origine dans le réseau des Frères Musulmans damascènes, al-Albani s'en éloigne ensuite en raison d'une focalisation idiosyncrasique sur les questions de rituel (notamment les positions de la prière) et d'une trajectoire personnelle qui le voit s'exiler en Jordanie alors que s'amorce l'insurrection islamiste que connaît la Syrie de 1979 à 1982.⁵ À partir des années 1990, afin de faire pièce à une contestation islamiste grandissante, les autorités saoudiennes promouvront les surgeons les plus obséquieux des courants précités, surnommés « jamistes » ou « madkhalistes » d'après leurs chefs de file, lesquels mettront à profit leurs ressources financières plantureuses pour contrôler l'exportation transnationale du salafisme.⁶

C'est donc à travers une rupture par rapport à ces tendances quiétistes dominantes que s'est construit le salafisme politique tel que nous le connaissons aujourd'hui. Son origine est, une fois de plus, syrienne : c'est en effet à Muhammad Surur Zayn al-'Abidin (1938-2016), un ancien membre de la section damascène des Frères Musulmans exilé en Arabie Saoudite (en sus de Muhammad Qutb, frère de Sayyid), que revient l'initiative de synthétiser doctrines salafo-wahhabites et intérêt des Frères Musulmans pour les questions politiques. Zayn al-'Abidin et un autre syrien, Muhammad al-'Abdah (n. 1942), sont par ailleurs les fondateurs des deux organes de presse historiques du salafisme politique, à savoir les revues *Al-Sunna* et *Al-Bayan*, toutes deux établies au Royaume-Uni.⁷

Le courant dit « sururiste » (un terme rejeté par les principaux intéressés) demeurera pour l'essentiel une mouvance informelle plutôt qu'une organisation structurée. La cause en revient à son idéologie, qui a intégré l'hostilité wahhabite envers le chauvinisme partisan, ainsi qu'au contexte politique de l'Arabie Saoudite, principal espace d'influence de Surur. Informalité ne rime toutefois pas avec insignifiance. En effet, les graines semées par l'idéologue syrien, durant son bref séjour saoudien (1965-1973) puis via ses publications, donneront ultérieurement naissance au mouvement de la Sahwa (« Réveil »), qui au début des années 1990, adresse à la monarchie saoudienne des pétitions réclamant à la fois l'ouverture du système politique et le renforcement de son islamité. Les prédicateurs Salman al-'Awda (n. 1956) et Safar al-Hawali (n. 1950), meneurs de cette contestation inédite, sont détenus de 1994 à 1999 et conservent par la suite une audience considérable qui vaudra au premier de retourner sous les verrous lors du durcissement autoritaire opéré par Muhammad bin Salmane en 2017.⁸

Si l'absolutisme de la monarchie saoudienne inhibe l'organisation politique des salafistes, les élections parlementaires qui se tiennent dans certains pays voisins engendrent des dynamiques inverses. Au Yémen, où la réunification de 1990 s'accompagne d'une prudente ouverture de la compétition électorale, des élèves dissidents du cheikh salafiste quiétiste

⁵ Lacroix. L'apport de Muhammad Nasir al-Din al-Albani ...

⁶ Stéphane Lacroix. *Les islamistes saoudiens, une insurrection manquée* (PUF, 2011).

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

Muqbil al-Wadi'i (1933-2001), fondent l'association caritative de la Sagesse (*al-hikma*) et présentent des candidatures indépendantes aux législatives.⁹ Quant au Koweït, il demeure, pendant trois décennies, un terrain d'expérimentation sans équivalent dans le monde arabe. Dès 1981, en effet, les salafistes rassemblés au sein de l'association de bienfaisance de la Renaissance du Patrimoine Islamique (*jam'iyya ihya al-turath al-islami*), présentent des candidats qui concourront ultérieurement sous l'étiquette du Rassemblement Islamique Salafiste (*al-tajammu' al-islami al-salafi*). Ils arguent, pour justifier cette décision, que la compétition électorale étant ouverte par la volonté du prince, il ne faut pas laisser le champ libre aux laïcs, chiïtes et autres Frères Musulmans. L'idéologue de cette conversion à la participation politique est, ici aussi, un expatrié, en l'occurrence le cheikh égyptien 'Abd al-Rahman 'Abd al-Khaliq (n. 1939).¹⁰

Dans les années 1990, les salafistes koweïtiens se divisent entre une aile loyaliste, qui gardera le contrôle de l'association historique, et un courant contestataire, chapeauté par 'Abd al-Khaliq et favorable aux dissidents saoudiens de la Sahwa. Parmi ce second courant émerge en particulier Hakim al-Mutayri (n. 1964), dont l'idéologie, exposée notamment dans *La Liberté ou le Déluge* (2004), mêle revendications politiques démocratiques et anti-impérialisme virulent. En 2005, il fonde le parti de l'Oumma, une organisation transnationale tolérée (quoiqu'illégale) au Koweït mais dont les branches saoudienne et émirienne sont totalement interdites par les États concernés.¹¹

Il faut attendre les révolutions de 2011 pour voir les salafistes d'autres pays arabes s'engager de la sorte. En créant des occasions inédites d'acquérir des positions stratégiques dans le champ politique, ou de voir ces positions tomber dans l'escarcelle de forces rivales, les transitions démocratiques qui se mettent alors en branle constituent de puissants encouragements à la politisation. C'est en Égypte que les salafistes, représentés principalement par le parti al-Nour, réalisent la percée électorale la plus remarquable en remportant un quart des sièges lors des élections parlementaires de 2011-2012. Cela n'empêchera pas al-Nour de soutenir le coup d'État du général Sissi en 2013 : en raison de la rivalité qui oppose les salafistes aux Frères Musulmans mais aussi parce que depuis le début, l'engagement politique des premiers a fondamentalement pour objectif de protéger la prédication (*da'wa*) salafiste et ses institutions éducatives et caritatives. Or, cet impératif requiert, à l'heure de la restauration, de se ranger aux côtés du nouveau pouvoir militaire. Typique, en cela, des partis dirigés par des hommes de religion, al-Nour ne conçoit donc pas l'engagement politique comme une fin en soi mais plutôt comme un instrument au service d'objectifs situés dans le champ religieux.¹² Cette stratégie « cléricale » contraste avec celle des salafistes révolutionnaires de Hazim Abu Isma'il, un courant qui accorde la priorité au sauvetage du processus de transition contre la tentation d'un retour à l'ancien régime et,

⁹ François Burgat et Mu'hammad Sbitli. Les Salafis au Yémen ou... La modernisation malgré tout. *Chroniques yéménites* 10, 2002.

¹⁰ Carine Lahoud-Tatar. *Islam et Politique au Koweït* (PUF, 2011).

¹¹ *Ibid.*

¹² Stéphane Lacroix. Salafisme et contre-révolution en Égypte. *Vacarme* 74/1, 2016 : 27-33

pour cette raison, se rapproche des Frères Musulmans avant-même le putsch de juillet 2013.¹³

En Tunisie, les salafistes jouent un rôle politique marginal dans les premières années de la transition.¹⁴ Lors des législatives de 2019, toutefois, leur Front de la Réforme (*jabhat al-islam*) participe à la coalition de la Dignité (*karama*), qui remporte un dixième des sièges dans un contexte de désaffection vis-à-vis des partis dominants.¹⁵

Au Yémen, la révolution de 2011 conduit des salafistes du cru à formaliser leur engagement politique en établissant le parti de l'Union de la Droiture (*ittihad al-rashad*) puis en participant à la Conférence de Dialogue National.¹⁶ Cependant, le grippage de la transition puis l'éclatement de la guerre civile en 2014 suscitent une autre dynamique de politisation des salafistes passant, cette fois, par leur militarisation. Œuvrant, à la tête d'une milice, à la défense d'Aden contre l'offensive houthiste de 2015, le cheikh Hani bin Brik se voit récompensé par l'octroi d'un siège de Ministre d'État dans le gouvernement du président 'Abd Rabbo Mansour Hadi. Il se retourne ensuite contre ce dernier et, soutenu en cela par les Émirats Arabes Unis, dirige ses armes contre les Frères Musulmans du parti de la Réforme (*al-islam*) et rejoint les séparatistes du Conseil de Transition du Sud, dont bin Brik occupe la vice-présidence.¹⁷

En Libye, c'est également l'hostilité des salafistes quiétistes (et de leurs parrains émiriens et saoudiens) envers les islamistes activistes, en sus d'un ralliement de principe au détenteur du pouvoir de fait, qui explique le soutien de milices issues du courant madkhaliste à la guerre menée depuis 2014 par le maréchal Khalifa Haftar contre les factions islamistes opérant en Cyrénaïque puis contre le gouvernement de Tripoli, accusé d'être inféodé aux Frères Musulmans. À la tête de la Saiqa, une des unités d'élites de l'Armée Nationale Libyenne de Haftar, le commandant salafiste Mahmud al-Warfalli perpète des exactions qui lui valent, en 2017, de faire l'objet d'un mandat d'arrêt du Tribunal Pénal International.¹⁸

¹³ Stéphane Lacroix et Ahmed Zaghoul Shalata. *Shari'a* et révolution. Émergence et mutations du salafisme révolutionnaire dans l'Égypte post-Moubarak. *Archives de sciences sociales des religions* 181/1, 2018 : 201-218.

¹⁴ Théo Blanc. Salafisme (3) : le cas tunisien. *Les Clés du Moyen-Orient*, 2017, <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Salafisme-3-le-cas-tunisien.html>.

¹⁵ Résultats des législatives 2019: Ennahdha en tête. *La Presse.tn*, 9 octobre 2019, <https://lapresse.tn/28742/resultats-des-legislatives-2019-ennahdha-en-tete/>.

¹⁶ Laurent Bonnefoy et Abdulsalam al-Rubaidi. Recompositions islamistes sunnites et polarisation confessionnelle dans le Yémen en guerre. *Critique internationale* 78, 2018, 85-103.

¹⁷ Bernard Rougier. La guerre des oulémas salafistes. In Bernard Rougier (dir.). *Les territoires conquis de l'islamisme* (PUF, 2020) ; Sheikh Hani Ben Brik on BBC: the Yemeni unity failed as the Egyptian-Syrian unity but the unity in Yemen was imposed by force. Southern Transitional Council – Official Website, <https://en.stcaden.com/news/8440>.

¹⁸ International Crisis Group. Addressing the Rise of Libya's Madkhali-Salafis. Report no. 200, 2019, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/north-africa/libya/addressing-rise-libyas-madkhali-salafis>.

En Syrie, la guerre civile de la décennie écoulée a été marquée par l'influence de courants salafistes représentés dans toute leur diversité. Étant donnée la faiblesse des réseaux salafistes locaux avant 2011 en raison d'une répression étouffante, ce sont des acteurs extérieurs qui, moyennant finance, cherchent à orienter les groupes rebelles vers l'une ou l'autre nuance du spectre salafiste. Marginal dans les pays du Golfe, le parti de l'Oumma du koweïtien al-Mutayri exerce un temps une influence disproportionnée sur l'insurrection syrienne en participant à l'établissement et au financement du mouvement Ahrar al-Sham, l'une des principales factions armées affrontant le régime de Damas. Les sururistes soutiennent quant à eux le Front Islamique de Libération de la Syrie, éphémère mais imposante coalition d'unités rebelles dont la plus influente est l'Armée de l'Islam (*jaysh al-islam*), elle-même issue d'un réseau de prédication salafiste de Duma, près de Damas. Ne pouvant demeurer inactifs à l'heure où leurs rivaux ont le vent en poupe, les quiétistes de l'association koweïtienne al-Turath financent, pour leur part, la création du le Front de l'Authenticité et du Développement. Considérable en 2012-2013, l'influence des réseaux salafistes étrangers sur l'insurrection syrienne s'évanouit néanmoins par la suite du fait notamment de sanctions américaines contre les réseaux de financement basés dans le Golfe et de l'épuisement des donateurs face à l'enlisement du conflit syrien.¹⁹

Les évolutions des quarante dernières années auront donc montré, si besoin en est, que la trajectoire de politisation des salafistes quiétistes répond à des considérations éminemment contextuelles et ne saurait donc être appréhendée par le seul prisme des doctrines religieuses. Les différentes expériences évoquées plus haut présentent néanmoins des points communs qui permettent d'identifier un rapport spécifique, réactif et exclusif, des salafistes quiétistes à l'engagement politique. En effet, ce dernier survient généralement en réponse à la montée en puissance de courants islamistes rivaux plutôt qu'en raison d'un intérêt pour le pouvoir en tant que tel. L'exclusivisme des salafistes se déploie donc surtout contre les autres courants islamistes et cela parce qu'ils identifient le champ religieux, plutôt que politique, comme domaine principal de la lutte : c'est précisément parce que les Frères Musulmans sont un groupe porteur d'une prédication religieuse concurrente de la leur qu'ils apparaissent aux salafistes comme un danger plus grand que des acteurs sans identité religieuse définie tels que les militaires Sissi et Haftar. Adopter, à l'inverse, un rapport proactif et inclusif à l'engagement politique, c'est-à-dire prioriser la conquête du pouvoir par le biais d'une alliance avec d'autres forces, notamment islamistes, implique pour les groupes concernés un changement radical de logiciel qui, lorsqu'il survient, rend ténue, et donc poreuse, la frontière idéologique séparant les salafistes politisés des Frères Musulmans.

¹⁹ Thomas Pierret. *Brothers in Alms: Salafi Financiers and the Syrian Insurgency*. *Carnegie Middle East Center*, 2018, <https://carnegie-mec.org/2018/05/18/brothers-in-alms-salafi-financiers-and-syrian-insurgency-pub-76390>.